



Conseil du développement industriel

Quarante-neuvième session

Vienne, 12-15 juillet 2021

Point 18 de l'ordre du jour provisoire

Recommandation d'un candidat

au poste de Directeur général

Candidats au poste de Directeur général

Note du Secrétariat

Le présent rapport donne des informations sur les candidats au poste de Directeur général au 12 mai 2021.

1. L'Article 11.2 de l'Acte constitutif dispose que « le Directeur général est nommé par la Conférence, sur recommandation du Conseil, pour une période de quatre ans ». À sa dix-septième session, la Conférence générale a nommé M. LI Yong Directeur général pour une seconde période de quatre ans à compter du 28 novembre 2017, ou jusqu'au moment où le Directeur général nommé lors de sa dix-neuvième session ordinaire prendrait ses fonctions, si cette dernière date était postérieure (décision GC.17/Dec.9).
2. Aux termes du paragraphe 2 de l'article 61 du règlement intérieur du Conseil, « pour que les candidatures puissent être examinées, elles doivent parvenir au Président du Conseil au plus tard deux mois avant la date d'ouverture de la session ordinaire du Conseil précédant immédiatement la session de la Conférence lors de laquelle le Directeur général sera nommé ». Par conséquent, dans une note verbale adressée le 10 décembre 2020 aux ministères des affaires étrangères, la date limite de réception des candidatures a été fixée au 12 mai 2021.
3. Au 12 mai 2021, la présidence a reçu les candidatures suivantes, triées dans l'ordre alphabétique des noms de pays anglais :
 - M. Bernardo Calzadilla Sarmiento (État plurinational de Bolivie) ;
 - M. Arkebe Oqubay (Éthiopie) ; et
 - M. Gerd Müller (Allemagne).
4. Au nom de la présidence du Conseil, le Secrétariat a distribué aux États Membres, dès leur réception, les curriculum vitæ des candidats, qui sont également reproduits en annexe au présent document.

Pour des raisons de durabilité, le présent document n'a pas été imprimé. Les membres des délégations sont priés de bien vouloir se référer aux versions électroniques de tous les documents.



5. La procédure à suivre par le Conseil pour la nomination du Directeur général est décrite à l'article 61 de son règlement intérieur.

Annexe

Curriculum vitæ¹

Bernardo Calzadilla-Sarmiento

**RESPONSABLE INTERNATIONAL DE LA TECHNOLOGIE
– DÉVELOPPEMENT INDUSTRIEL**

b.calzadilla@unido.org

Vienne (Autriche)

POINTS ESSENTIELS

- Postes de direction stratégique d'envergure mondiale à l'ONUDI et à l'Organisation internationale de normalisation (ISO)
- Citoyen du monde, il parle couramment 5 langues (anglais, espagnol, français, portugais, allemand) et un peu le russe, et a voyagé dans 120 pays
- Né en Bolivie, il a fait ses études en Amérique latine, en Europe et aux États-Unis
- Doctorat en économie et M. B. A. en organisation industrielle
- Programme de formation des cadres de l'Université Harvard sur la politique commerciale et les négociations
- Compétences spécialisées : transformation numérique, nouvelle révolution industrielle, développement industriel, qualité, et obstacles techniques au commerce
- Auteur de nombreuses publications sur l'industrialisation, la transformation numérique et la qualité
- Invité à intervenir dans des manifestations organisées partout dans le monde (Afrique, Asie, Europe, Amérique latine et États-Unis d'Amérique)

RÉALISATIONS

- Fort d'une grande expérience des fonctions de direction et d'encadrement, il encadre 700 collaborateurs à l'échelle internationale
- Il a géré des projets de développement industriel au Cambodge, au Laos, aux Émirats arabes unis, en Colombie, au Pérou, au Costa Rica, au Mozambique et en Afrique de l'Ouest (Burkina Faso, Sénégal et Côte d'Ivoire)
- Longue expérience de la diplomatie, des négociations avec les donateurs et de la mobilisation de fonds
- Il a mis au point un programme de formation en ligne, conçu des cours en ligne sur la qualité, les normes, l'innovation et l'investissement
- animateur de planification de projets disposant d'une certification GOOP – Insight (Bruxelles, Belgique)
- Gestion de la qualité (TQM2), certification AOTS (Association for Overseas Technical Scholarship) (Tokyo, Japon)
- Auditeur principal de l'IRCA pour la gestion de l'environnement (ISO 14001) et la gestion de la qualité (ISO 9001)
- Président du comité des parties prenantes et conférencier dans des organismes universitaires renommés
- Ses dernières publications portent sur la politique de la qualité, l'industrie 4.0 et l'infrastructure du contrôle de la qualité, et sur la COVID-19, ses incidences et les stratégies de défense, la transformation numérique et le redressement industriel

¹ Conformément à la norme éditoriale de l'ONUDI, le titre universitaire du candidat a été supprimé dans l'en-tête de chaque curriculum vitæ. Toutefois, le corps du texte de ces communications est reproduit tel que le Secrétariat l'a reçu, sans autre modification.

CARRIÈRE PROFESSIONNELLE

ONU DI : DIRECTEUR PRINCIPAL DE LA DIRECTION DU NUMÉRIQUE, DE LA TECHNOLOGIE ET DE L'AGROBUSINESS (DEPUIS 2020)

- Membre du Conseil exécutif, il a fourni des orientations stratégiques à l'Organisation.
- Il a généralisé le numérique au niveau organisationnel pour permettre une transformation technologique durable dans les pays en développement.
- Il a supervisé et géré deux départements, six divisions et environ 700 collaborateurs à l'échelle mondiale (au Siège et sur le terrain).

ONU DI : DIRECTEUR DU DÉPARTEMENT DU COMMERCE, DES INVESTISSEMENTS ET DE L'INNOVATION (2016-2020)

- Il a stimulé l'innovation et introduit les nouvelles technologies dans la coopération technique pour la rendre intelligente.
- Il a conceptualisé l'approche stratégique de l'ONU DI axée sur l'adhésion à la nouvelle révolution industrielle (l'industrie 4.0), dans l'intérêt des pays en développement.
- Il a transposé les activités de coopération technique à grande échelle par la mise au point de programmes mondiaux et la mobilisation de fonds à cet effet.

ONU DI : DIRECTEUR ET CHEF DU SERVICE DU RENFORCEMENT DES CAPACITÉS COMMERCIALES (2010-2016)

- Il a fait de l'ONU DI un pôle d'excellence en matière de commerce et de développement international en établissant des partenariats stratégiques (par exemple, avec l'ISO, l'Organisation internationale de métrologie légale, le Bureau international des poids et mesures, la Conférence internationale sur l'agrément des laboratoires d'essai, le Forum international de l'accréditation et le Centre du commerce international).
- Il a élaboré, mis en œuvre et suivi des projets et programmes de coopération technique dans les domaines de la qualité, des normes et de l'évaluation de la conformité.
- Il a fait évoluer la fonction normative de l'ONU DI par la conception, la mise au point et la promotion de biens publics mondiaux.

ONU DI : REPRÉSENTANT ADJOINT, GENÈVE (SUISSE) (2007-2010)

- Il a donné à l'ONU DI une position stratégique parmi les organisations du système des Nations Unies sises à Genève, l'OMC et d'autres organisations intergouvernementales et non gouvernementales.
- Il a promu les initiatives commerciales de l'ONU DI auprès de l'ensemble des parties prenantes et des partenaires concernés, et recensé des possibilités de partenariats aux niveaux décisionnel et opérationnel.
- Il a instauré et entretenu des relations bilatérales avec les États Membres de l'ONU DI.

ISO : DIRECTEUR DES SERVICES D'ASSISTANCE TECHNIQUE ET DE FORMATION, GENÈVE (SUISSE) (2004-2007)

- En sa qualité de Secrétaire du Comité pour les questions relatives aux pays en développement (DEVCO), il a coordonné les activités des responsables régionaux.
- Il a géré l'assistance technique par le renforcement des capacités et la formation spécialisée au niveau institutionnel, supervisée et coordonnée tout au long du cycle de formation.
- Il a conçu et animé des conférences et des cours sur des questions de normalisation dans les pays en développement, notamment sur la conception de

contenus destinés à l'apprentissage en ligne.

ETUDES

- **Doctorat en économie, réglementation et décentralisation**
Vienna University of Economics and Business (Vienne, Autriche)
- **M. B. A. en organisation industrielle**
Diplôme de hautes études de l'Amérique latine
Vienna University of Economics and Business (Vienne, Autriche)
- **Programme de formation des cadres sur la politique commerciale et les négociations**
Université Harvard, J. F. Kennedy School of Government (Boston, Etats-Unis d'Amérique)

Mars 2020

Arkebe Oqubay

Candidat au poste de Directeur général de l'ONUDI

Seule candidature d'Afrique approuvée par l'Union africaine

[Trente-quatrième Sommet de l'Union africaine, 7 février 2021]

Ministre d'État et Conseiller spécial auprès du Premier Ministre de l'Éthiopie

RÉSUMÉ ANALYTIQUE

Arkebe Oqubay est Ministre d'État et Conseiller spécial auprès du Premier Ministre de l'Éthiopie. Il est depuis plus de 30 ans au cœur de l'action gouvernementale et de la direction des affaires publiques. Pendant ses trois décennies de service dévoué dans la fonction publique, M. Arkebe a mené à bien des réformes audacieuses et joué un rôle clef dans la transformation économique de l'Éthiopie. Il a défendu sans relâche un développement industriel productif, inclusif et durable. Il a promu le développement du secteur privé, en particulier des petites et moyennes entreprises (PME), et favorisé un volume record d'investissements productifs dans l'industrie manufacturière. Il a réussi à mobiliser des ressources en établissant des partenariats internationaux avec des acteurs du développement dans un cadre aussi bien bilatéral que multilatéral, ainsi qu'avec des investisseurs multinationaux. Il a ouvert la voie à une nouvelle génération de parcs industriels et de zones économiques spéciales, stimulé la capacité productive, dirigé la transformation urbaine du pays et favorisé l'essor rapide de l'infrastructure économique. En sus de son travail extrêmement exigeant au Gouvernement, M. Arkebe n'a cessé de se former et de réfléchir, dans d'abondantes publications universitaires, à l'action gouvernementale, tissant des liens solides entre les secteurs public, privé et universitaire pour créer un modèle d'industrialisation et de transformation économique tardives. Il occupe plusieurs postes de professeur et de chargé de recherches dans des universités et des organismes de recherche prestigieux. Il a fait des études d'économie du développement (doctorat), de relations internationales (M. A.) et de gestion (M. B. A.).

RÉALISATIONS

Stimuler la transformation économique par une industrialisation productive, inclusive et durable. Tout au long de sa carrière, M. Arkebe a conçu et mené à bien de nombreuses initiatives qui ont généré une croissance industrielle inclusive et durable. Lorsqu'il était maire d'Addis-Abeba, puis Ministre des travaux publics et de l'urbanisation, il a mis en place de grands programmes de transformation urbaine en encourageant le développement des PME, les villes productives, la création d'emplois et la réduction de la pauvreté, et en mettant particulièrement l'accent sur l'égalité des sexes. Dans le cadre de ces programmes, des milliers de PME ont vu le jour et des centaines de milliers d'emplois ont été créés. M. Arkebe a aussi été un ardent défenseur de la durabilité environnementale en Afrique, dans les pays en développement et dans le monde entier. Il a mis en œuvre une stratégie d'industrialisation verte, composante essentielle de la stratégie de l'Éthiopie pour une économie verte résiliente face aux changements climatiques. Il a ouvert la voie à une nouvelle génération de parcs industriels et il a été le premier à élaborer un cadre national d'action pour favoriser la transition vers une industrialisation verte.

Construire des fondations solides et résistantes pour accélérer l'industrialisation. M. Arkebe a joué un rôle moteur dans la définition et l'exécution de politiques, la coordination des secteurs économiques et l'élaboration de plans aux niveaux fédéral, national et régional. Il a lancé des réformes institutionnelles, des cadres d'action publique et de nouvelles stratégies pour permettre au pays d'attirer des investissements et d'ouvrir des perspectives de création d'emplois, de regroupement d'entreprises industrielles et de renforcement des capacités productives dans des

secteurs prioritaires. À l'issue de ces réformes, les flux d'investissements étrangers directs vers l'Éthiopie ont dépassé 25 milliards de dollars des États-Unis. M. Arkebe a joué un rôle essentiel dans la conception et l'exécution des politiques économiques. Les deux plans quinquennaux de croissance et de transformation (GTP I et II), qui ont couvert la période 2011-2020, visaient à promouvoir une croissance économique et des changements structurels rapides et à accélérer la transition entre une économie agraire et une industrialisation tirée par la production manufacturière et le secteur privé.

Un facilitateur mondial de partenariats. M. Arkebe a promu activement l'apprentissage politique parmi les dirigeants et les décideurs des pays en développement. Il a acquis une expérience approfondie de la coopération internationale au service du développement en mettant en place des partenariats solides et productifs avec des acteurs du développement d'envergure internationale, le secteur privé, la société civile et des centres de recherche internationaux. Il a réussi à mobiliser les ressources nécessaires pour soutenir les priorités de développement et les initiatives de développement industriel. Il a participé activement à la mobilisation de ressources pour la création de parcs industriels, d'infrastructures essentielles et de villes. Il a mis en place un impressionnant réseau de collaboration et d'échanges avec des organismes des Nations Unies et d'autres organisations : ONUDI, Conférence des Nations Unies sur le commerce et le développement (CNUCED), Commission économique pour l'Afrique (CEA), Institut mondial de recherche sur les aspects économiques du développement (UNU-WIDER), Commission de l'Union africaine, groupe BRICS, Banque mondiale et Société financière internationale, Centre de développement de l'Organisation de coopération et de développement économiques (OCDE), et institutions bilatérales d'Allemagne, de Chine et du Japon.

Une autorité en matière d'innovation et de stratégie. M. Arkebe est reconnu pour l'innovation et la stratégie avec lesquelles il a guidé plusieurs institutions d'Éthiopie sur la voie de la transformation. Lorsqu'il en était le maire, il a transformé Addis-Abeba en une ville animée qui attirait les investissements et en un centre politique et diplomatique florissant de l'Afrique. Fondateur de la société éthiopienne d'aménagement des parcs industriels (IPDC), dont il préside le conseil d'administration, il a dirigé la mise en place d'un réseau national de parcs industriels verts qui a contribué à accélérer l'industrialisation de l'Éthiopie. Il a apporté une contribution essentielle à l'essor de la compagnie aérienne Ethiopian Airlines, qui est ainsi devenue le plus grand transporteur d'Afrique et le groupe aéronautique affichant la croissance la plus rapide. Il a aussi présidé le conseil d'administration de la société de chemins de fer Ethiopian Railway Corporation, qui a mis au point un système national écologique de voies ferrées alimentées à l'électricité, lequel comprend un corridor économique d'import-export et le système de métro léger d'Addis-Abeba.

Postes de chercheur et d'universitaire à travers le monde. M. Arkebe occupe plusieurs postes de professeur et de chercheur dans de prestigieuses institutions à travers le monde.

- Professeur de pratique à la chaire de recherche sud-africaine en développement industriel de l'Université de Johannesburg
- Membre associé de l'Overseas Development Institute (ODI)
- Chargé de recherche honoraire à l'UNU-WIDER
- Chargé de recherche principal à l'Institut viennois d'études internationales d'économie
- Chargé de recherche au Centre d'études africaines de l'Université de Londres
- Président fondateur de l'Université des sciences et techniques d'Addis-Abeba
- Professeur invité à Sciences Po (Paris)
- Professeur invité à l'Université de technologie de Nanyang (Singapour)
- Professeur adjoint à l'Université de Malaya
- Professeur à l'Université Fudan
- Fondateur de Policy, Research, and Dialogue for Africa <https://prdafrica.org>

État civil. Né en Éthiopie le 7 septembre 1957, M. Arkebe est marié et père de deux fils.

Études

- Doctorat en études du développement de la SOAS, Université de Londres (2013) (mention très bien)
- M. A. en relations internationales de l'Université d'Amsterdam (1994)
- M. B. A. de l'Open University (Royaume-Uni) (1995)
- Diplôme de troisième cycle en industrie manufacturière (gestion et technologie) de l'Open University (Royaume-Uni) (1996)

Postes occupés

- Depuis 2010 Ministre d'État et Conseiller spécial auprès du Premier Ministre de l'Éthiopie
- 2006-2010 Ministre d'État, Ministre des travaux publics et de l'urbanisation
- 2002-2006 Maire de la métropole d'Addis-Abeba
- 1998-2001 Vice-gouverneur d'un État régional
- 1991-1998 Directeur exécutif du développement industriel et de la reprise économique de régions déchirées par la guerre

Conseils d'administration (sélection)

- Depuis 2013 Vice-Président d'Ethiopian Airlines
- Depuis 2014 Président de l'IPDC
- 2007-2015 Président de l'Ethiopian Railway Corporation
- 2009-2014 Président de l'Université des sciences et techniques d'Addis-Abeba
- Depuis 2014 Vice-Président et membre du conseil d'investissement Ethiopian Investment Board (EIB)
- 2010-2017 Coordonnateur du comité national de coordination des exportations (NECC)
- Depuis 2019 Centre africain de transformation économique (ACET)

Récompenses

- *Ordre du Soleil levant, Étoile d'or et d'argent*, décerné par l'Empereur du Japon (2018).
- Reconnu par le magazine *New African* comme l'un des « 100 Africains les plus influents de 2016 » et comme un « penseur de premier ordre sur le développement stratégique de l'Afrique » pour ses travaux théoriques et pratiques sur l'industrialisation et les politiques industrielles.
- Prix du meilleur maire d'Afrique et finaliste du World Mayor Award (2006).

PUBLICATIONS RÉCENTES (SÉLECTION)

Tout au long de sa carrière, M. Arkebe a fait des recherches et publié des ouvrages de référence sur la transformation économique, la politique industrielle et le rattrapage, la transformation verte et la durabilité environnementale, en mettant particulièrement l'accent sur les pays en développement.

- *Made in Africa : Industrial Policy in Ethiopia* (Oxford University Press, 2015)
- *How Nations Learn: Technological Learning, Industrial Policy, and Catch-up* (Oxford University Press, 2019)
- *China-Africa and an Economic Transformation* (Oxford University Press, 2019)
- *The Oxford Handbook of the Ethiopian Economy* (Oxford University Press, 2019)
- *African Economic Development: Evidence, Theory, Policy* (Oxford University Press, 2020)
- *The Oxford Handbook of Industrial Hubs and Economic Development* (Oxford University Press, 2020)
- *The Oxford Handbook of Industrial Policy* (Oxford University Press, 2020)
- *The Oxford Handbook of the South African Economy* (Oxford University Press, 2021)

Ses articles et éditoriaux sont parus dans de prestigieuses publications universitaires, telles que Project Syndicate, *Financial Times* et *Harvard Business Review* (HBR).

- « Africa's Economic Transformation and the Future of EU-Africa Cooperation », *CESifo Forum 2*, vol. 21 (juillet 2020)
- « Industrial Policy and Covid-19 Responses », *Revistas ICE* (mai-juin 2020)
- « Achieving inclusive and sustainable industrialisation and the SDGs in the post-COVID-19 world », *OECD Development Matters* (octobre 2020)
- « How Africa can Fight the Pandemic », Project Syndicate (avril 2020)
- « 5 Principles to Guide Adaptive Leadership », avec Ramalingam, Nabarro, Carnall et Wild, *HBR* (septembre 2020)
- « Why industrialisation is vital for the African Continental Free Trade Agreement to succeed », ODI (novembre 2019)

VISION DE L'AVENIR

Mon projet pour la nouvelle décennie est axé sur la réalisation du Programme 2030 et la résilience dans un monde en mutation rapide. Il porte sur trois grands thèmes : une *industrialisation durable et inclusive* ; la *capacité de production et la transformation économique* ; et la *transformation de l'ONUDI et l'amélioration des partenariats productifs*. Il s'articule autour de 10 volets : une industrialisation inclusive ; une industrialisation verte ; l'innovation et la transformation numérique ; la capacité de production et une industrialisation résiliente ; le développement du secteur privé ; la mise en place d'un écosystème et d'une infrastructure industriels ; les capacités de production des pays en développement ; la coopération mondiale et le multilatéralisme ; une ONUDI transformée et des partenariats productifs ; et la garantie d'un financement adéquat et l'augmentation du nombre de membres.

La version complète de ma profession de foi figure en pièce jointe et peut être consultée à l'adresse www.arkebeoqubay.com.

INFORMATIONS SUPPLÉMENTAIRES

Pour des informations supplémentaires veuillez vous reporter aux deux documents joints (document A : profession de foi ; document B : CV complet). Site Web : www.arkebeoqubay.com

Twitter : @DrArkebe LinkedIn : @DrArkebe Publications : <https://prdafrica.org>

Date : 8 février 2021

Gerd Müller

PARCOURS PROFESSIONNEL ET POLITIQUE

- Depuis 2013 Ministre fédéral de la coopération économique et du développement
- 2005-2013 Vice-Ministre auprès du Ministre fédéral de l'alimentation, de l'agriculture et de la protection des consommateurs ; chargé des relations internationales, des projets de développement et des questions mondiales d'alimentation
- Depuis 1994 Membre du Bundestag (Parlement fédéral)
- 1989-1994 Membre du Parlement européen
Membre de l'Assemblée parlementaire paritaire ACP-UE
Secrétaire parlementaire du groupe CDU/CSU
- 1980-1989 Enseignant en écoles professionnelles et spécialiste des politiques au Ministère bavarois de l'économie

EXPÉRIENCE PROFESSIONNELLE À L'ÉCHELLE INTERNATIONALE

- Depuis 2013 Gouverneur de la Banque mondiale
Commissaire à la Global Commission on Adaptation

TITRES UNIVERSITAIRES

- Doctorat en sciences économiques et sociales
- Master en enseignement de la gestion
- Professeur honoraire pour la politique agricole internationale

ÉTAT CIVIL

Né le 25 août 1955 à Krumbach (Allemagne) ; marié et père de deux enfants

PUBLICATIONS RÉCENTES

- Umdenken. Überlebensfragen der Menschheit (2020)
- Unfair! Für eine Gerechte Globalisierung (2017)

Réalisations notables et compétences

COOPÉRATION AVEC LES PAYS EN DÉVELOPPEMENT ET LES MARCHÉS ÉMERGENTS

L'Allemagne est partenaire, à l'échelle mondiale, de quelque 140 pays en développement et économies émergentes. Les priorités essentielles de ses activités de coopération bilatérale et multilatérale sont l'investissement dans le développement agricole, le transfert de technologie dans le secteur de l'énergie, l'action climatique, le développement industriel, l'enseignement et la formation professionnels, et la lutte contre la faim et la pauvreté. Ces priorités sont aussi celles que Gerd Müller a placées au cœur de son action de Ministre du développement et auxquelles il restera attaché à l'avenir.

RÉALISATION DES OBJECTIFS DE DÉVELOPPEMENT DURABLE

À la tête du Ministère de la coopération économique et du développement, Gerd Müller a fait en sorte que l'action de cette institution cadre pleinement avec le Programme 2030, il a remis à plat son budget pour l'axer sur les priorités essentielles du Programme 2030 et il a mis en place des programmes de pays et des initiatives financées par le secteur privé pour apporter à ses partenaires un appui plus ciblé et porteur de transformation dans le cadre de la coopération au service du développement.

DOUBLEMENT DU BUDGET CONSACRÉ À LA COOPÉRATION POUR LE DÉVELOPPEMENT

Sous la direction de Gerd Müller, le budget de la coopération pour le développement a presque doublé, passant de 6,3 à 12,4 milliards d'euros entre 2013 et 2021, ce qui a permis à l'Allemagne d'atteindre l'objectif consistant à consacrer 0,7 % de son revenu national à l'aide au développement.

RENFORCEMENT DE LA RELATION AVEC L'ONUDI

Partenaire fidèle et important de l'ONUDI, Gerd Müller a engagé avec elle un dialogue stratégique étroit qui a donné lieu à un plan d'action conjoint. Première étape de sa mise en œuvre, un nouveau programme de création d'emplois et de formation professionnelle a été lancé en Afrique. Le Bureau de promotion des investissements et de la technologie de l'ONUDI à Bonn, ville hôte de l'ONU, a été créé pour renforcer les liens institutionnels.

INSTAURATION D'UN NOUVEAU PARTENARIAT AVEC L'AFRIQUE

Avec le Plan Marshall pour l'Afrique de 2017, Gerd Müller a inauguré un modèle de coopération efficace destiné aux pays réformateurs et consacré des fonds supplémentaires à la coopération bilatérale dans le cadre du Pacte avec l'Afrique du G20.

UNE RÉACTION RAPIDE ET UNE INTERVENTION EFFICACE FACE À LA PANDÉMIE

Avec le Programme d'urgence contre la COVID-19, Gerd Müller a mis immédiatement en place, en partant de zéro, des mesures pour aider les pays les moins avancés et les pays à revenu intermédiaire à surmonter les conséquences sociales, économiques et sanitaires de la pandémie. Ce programme bénéficie d'un financement qui s'élève à plus de 4 milliards d'euros. Par ailleurs, Gerd Müller a fait du principe multisectoriel « Un monde, une santé » une priorité de l'action de l'Allemagne en faveur de la coopération pour le développement.

PROMOTION DE CHAÎNES D'APPROVISIONNEMENT RÉGIONALES ET MONDIALES DURABLES

À son poste de ministre, Gerd Müller s'est particulièrement attaché à rendre le développement du secteur privé et la croissance dans les pays en développement compatibles avec la durabilité, la protection du climat, l'inclusivité, le plus haut degré possible de qualité et les normes sociales et écologiques les plus élevées qui soient. Il a lancé des initiatives multipartites en faveur de chaînes d'approvisionnement durables dans différents secteurs et créé une marque de textiles durables, le Bouton vert (Grüner Kopf).

UNE ACTION INNOVANTE CONTRE LA FAIM

Fort de ses compétences en matière de développement agricole et de lutte contre la faim, Gerd Müller a inauguré des centres d'innovation verte dans 14 pays partenaires, le but étant de fournir une formation professionnelle, un accompagnement en gestion, du matériel de pointe et des intrants aux petits exploitants agricoles et aux entreprises de transformation. Le transfert de technologie, le passage au numérique et le développement des qualifications et de l'esprit d'entreprise constituent une part essentielle de sa stratégie en faveur du développement rural et de l'emploi des jeunes.

L'ÉDUCATION ET LA FORMATION PROFESSIONNELLE AVANT TOUT

Dans le cadre d'une initiative mondiale sur l'emploi et la formation, Gerd Müller a mis en place une stratégie inspirée du système dual allemand associant formation technique et professionnelle et développement des qualifications, qui serve de base à la performance industrielle dans de nombreux pays membres de l'ONUDI.

DES INVESTISSEMENTS PRIVÉS POUR FAVORISER LA CRÉATION D'EMPLOIS

Gerd Müller a fait des efforts exceptionnels pour tirer parti des atouts du secteur privé allemand, en particulier de ses solides PME, afin de promouvoir une collaboration accrue avec le monde en développement, d'augmenter les investissements et de stimuler la création d'emplois, plus particulièrement en Afrique. Pour aider les entreprises désireuses de faire des investissements durables en Afrique, il a défendu la création d'un fonds de développement qui pourrait atteindre un montant de 1 milliard d'euros.

UNE ACTION CLIMATIQUE INNOVANTE

En quatre ans aux affaires, Gerd Müller a vu doubler le montant des fonds consacrés par l'Allemagne à l'action climatique, qui est passé de 2 à 4 milliards d'euros – avec un an d'avance sur le calendrier. Il a fait de son ministère un pionnier des mesures d'adaptation internationales, qui bénéficient en particulier aux pays les plus pauvres, et établi de nouveaux partenariats avec des économies émergentes dans le domaine de l'énergie solaire. Afin d'accroître la participation des agents non étatiques à la lutte contre les changements climatiques, il a inauguré, en 2018, l'Alliance en faveur du développement et du climat, alliance multipartite et fondation à but non lucratif permettant une compensation directe du CO2 dans les pays en développement.

PROMOTION D'UNE TRANSFORMATION VERTE

Gerd Müller est un ardent défenseur des énergies renouvelables, de l'accroissement du financement de l'action climatique, de l'économie circulaire et du développement des compétences écologiques. De tels atouts seront essentiels pour opérer un relèvement inclusif et durable après la COVID-19.

AMBITION POUR L'ONUDI

L'ONUDI est dotée d'un mandat sans égal : c'est la seule organisation internationale à avoir inscrit le développement industriel et la réalisation de l'objectif de développement durable n° 9 au cœur de son action. Gerd Müller a lui aussi à cœur de promouvoir un développement industriel inclusif et

durable, d'accélérer la réalisation de l'objectif de développement durable n° 9, de favoriser les articulations avec les autres objectifs de développement durable et les objectifs énoncés dans l'Accord de Paris, et de mettre en place une nouvelle alliance, à l'échelle mondiale, en faveur d'un développement industriel inclusif et durable. Il serait honoré de donner à l'ONUDI la place d'institution multilatérale essentielle à la promotion d'un développement industriel vert, résilient, inclusif et durable.
